

administrateurs puisse fournir des livres, de la papeterie et autres fournitures nécessaires à l'établissement et à l'entretien d'une caisse de petite économie ou tout autre système destiné à encourager l'épargne et l'habitude de l'épargne.

**Autres caisses d'épargne.**—La Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal, fondée en 1846 et fonctionnant maintenant en vertu d'une charte de 1871, avait le 31 mars 1940 un capital versé et une réserve de \$5,000,000, des dépôts d'épargne au montant de \$66,306,745 et un passif total de \$67,872,412. L'actif s'élevait à \$72,994,651 comprenant plus de \$56,000,000 de titres fédéraux, provinciaux et municipaux. La Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, fondée en 1848 sous les auspices de la Société St-Vincent de Paul, incorporée par une loi de la Législature canadienne en 1855, et plus tard pourvue d'une charte fédérale en vertu du chapitre 7, 34 Victoria, avait le 31 décembre 1939 des dépôts de \$13,532,218, un capital versé et une réserve de \$3,000,000 et un actif global de \$17,069,847.

Les caisses populaires ou banques du peuple de Québec (dont 338 on fait rapport au gouvernement provincial en 1938) constituent un élément important pour faciliter l'épargne et assister le commerce dans la province, bien qu'en réalité elles soient des agences de prêt à crédit coopératif plutôt que des banques. Le 31 décembre 1938, les épargnes dans ces caisses s'établissent à \$12,103,888, tandis que le montant global des prêts s'élève à \$13,035,610. Les prêts consentis en 1938 sont de 23,586 représentant une somme de \$5,771,429. Les profits réalisés s'élèvent à \$624,263. On trouvera d'autres renseignements sur ces caisses aux pp. 817-818 de cet ouvrage.

**25.—Dépôts à la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal et à la Caisse d'Economie Notre-Dame de Québec, pour les années fiscales représentatives 1868-1900 et 1905-39.**

NOTA.—Pour années intermédiaires voir l'Annuaire de 1926, p. 847.

Année.	Dépôts.	Année.	Dépôts.	Année.	Dépôts.
	\$		\$		\$
1868.....	3,369,799	1912.....	34,770,386	1927.....	69,940,351
1870.....	5,369,103	1913.....	39,526,755	1928.....	72,695,422
1875.....	6,611,416	1914.....	40,133,351	1929.....	70,809,603
1880.....	6,681,025	1915.....	39,110,439	1930.....	68,846,366
1885.....	9,191,895	1916.....	37,817,474	1931.....	69,820,422
1890.....	10,908,987	1917.....	40,405,037	1932.....	68,683,324
1895.....	13,128,483	1918.....	44,139,978	1933.....	68,113,501
1900.....	17,425,472	1919.....	42,000,543	1934.....	66,673,219
1905.....	25,050,966	1920.....	46,799,877	1935.....	66,496,595
1906.....	27,399,194	1921.....	53,118,053	1936.....	69,665,415
1907 <sup>1</sup> .....	28,359,618	1922.....	58,576,775	1937.....	73,450,133
1908.....	28,927,248	1923.....	59,327,961	1938.....	77,260,433
1909.....	29,867,973	1924.....	64,245,811	1939.....	81,566,754
1910.....	32,239,620	1925.....	65,837,254	1940.....	79,838,963
1911.....	32,239,620	1926.....	67,241,344		

<sup>1</sup> A compter de 1907, l'année fiscale se termine le 31 mars; antérieurement, elle se terminait le 30 juin.